

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 71 (1983)

Heft: [4]

Artikel: Solidarité avec les Mères

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-276816>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les mères de mai



Photo Aldag-Interpresse

La présidente et la vice-présidente

Le 30 avril 1977, sur la Place de Mai, à Buenos Aires, elles étaient quatorze, quatorze mères dont les enfants avaient « disparu » et qu'on a sitôt appelé « Les folles de mai ». Aujourd'hui, elles sont des centaines qui viennent tous les jeudis sur la place pour manifester silencieusement contre la violation de leur dignité de mère. Il n'est plus question des folles. Le gouvernement argentin se trouve confronté à un mouvement organisé et fort, doté de statuts propres et, surtout, composé de femmes décidées à tout pour que le mot famille ait encore un sens pour elles.

Hebe Pastor de Bonafini est présidente du Mouvement des Mères de la Place de Mai. Parmi les 30 000 disparus recensés par son mouvement en Argentine, il y a ses deux fils et sa belle-fille. Maria-Adela Gard de Antokoletz, vice-présidente, a un fils avocat. Parmi les clients qu'il défendait se trouvaient des prisonniers politiques. « Il a été arrêté sans raison, comme 200 de ses collègues », nous a dit sa mère.

Une force politique

Elles sont l'antenne internationale du mouvement et en appellent à la solidarité en parcourant sans relâche les capitales européennes. Certains Etats leur prêtent une oreille bienveillante, tels l'Espagne et la France où elles furent reçues respectivement par Felipe Gonzalez, premier ministre, et François Mitterrand, président de la République. Du côté des instances internationales, et, en particulier, à la Commission des droits de l'Homme des Nations

Unies qui a siégé à Genève, en février dernier, les choses sont moins engageantes : « Nos enfants, aux Nations Unies, ne sont qu'un numéro dans un dossier. L'ONU n'a rien fait pour qu'ils soient retrouvés et se contente d'accepter telles quelles les réponses du gouvernement argentin. Ce que disent les mères ne figure jamais dans les rapports ».

Serait-ce parce qu'elles sont des femmes qu'on ne les écoute pas ? Peut-être pas. Car les Mères de la Place de Mai constituent une force politique indubitable... mais à leur manière : « Nous ne défendons pas une idéologie, nous défendons la vie ! ».

Quand les femmes s'organisent...

Les Mères ont continué à manifester pendant la guerre des Malouines, à l'époque où la résurgence nationaliste était à son comble. « Guerre cruelle et absurde », disent-elles seulement, « une aventure folle qui s'est terminée comme elle devait se terminer ».

Dans un pays où les femmes sont traditionnellement peu organisées, la situation dramatique de ces mères et le travail inlassable qu'elles fournissent ensemble pour y faire face, ouvre une brèche dans ce continent où est né le mot « machisme ». « Les

mouvements les plus forts sont des mouvements de femmes. Outre le nôtre, il y a encore, par exemple, le mouvement des ménagères. Elles ont entrepris récemment une action « sacs vides », pour protester contre la cherté des denrées, où elles vont manifester avec leurs sacs à provisions tout vides ».

De la charité à l'engagement

Quoique les statuts du Mouvement des Mères leur interdisent l'affiliation à un parti politique, elles n'en font pas moins de la politique. Et elles le savent bien, ne serait-ce que par les menaces et les arrestations dont elles font l'objet. Hebe Pastor de Bonafini et Maria-Adela Gard de Antokoletz ont elles-mêmes été arrêtées à plusieurs reprises. Mais elles ont eu plus de chance (sans doute leurs fonctions dans le Mouvement constituent-elles une protection) que trois autres mères dont personne ne sait ce qu'elles sont devenues. Pour celles qui peuvent encore lutter, quelle que soit la délicatesse de leur engagement, elles tirent encore des leçons de ce douloureux apprentissage : « J'avais toujours ressenti le besoin de faire quelque chose pour les autres, dit Mme Antokoletz, mais je le faisais de cette façon, ô combien imparfaite, qu'est la bienfaisance ». « Moi, j'étais ménagère et ne m'occupais que de mon foyer, de la cuisine et des lessives. J'ai énormément appris, j'ai changé ».

Propos recueillis par
Martine Grandjean

Solidarité avec les Mères

Dans plusieurs métropoles européennes a lieu, un jeudi par mois, une manifestation de solidarité avec les Mères de la Place de Mai.

En Suisse, une quarantaine d'associations et d'organisations internationales non gouvernementales, regroupées dans le collectif « jusqu'à ce qu'on les retrouve », organisent, un jeudi par mois, une manifestation silencieuse devant les bureaux de l'Areolineas Argentinas, à Genève.

Chaque jeudi, un thème différent est prioritaire. Le 31 mars dernier était consacré aux Européens disparus en Argentine et en Amérique latine, le 28 avril sera consacré aux collégiens et aux jeunes disparus, le 26 mai, aux religieux et aux religieuses.

Enfin, signalons qu'une nouvelle association s'est créée pour dénoncer les disparitions : Mémoire, pour des hommes libres en Argentine, Case postale 237, 1211 Genève 2.

Rendez-vous des féministes pacifistes à Bruxelles

Bruxelles, 8 mars 1983 : 1 million de signatures pour le désarmement total présentées au quartier général de l'OTAN. Cinq mille femmes manifestent.

La Journée internationale de la femme est depuis bien des années le jour où hommage est rendu aux femmes qui luttent pour la paix et la justice. Le 8 mars 1982, la section américaine de la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté (LIFPL) a lancé au siège des Nations Unies à New York la campagne STAR (Stop the

Arms Race). Le but de la campagne : inciter les femmes à protester contre la course aux armements et à réclamer le désarmement total en réunissant un million de signatures.

Quoique les campagnes STAR nationales diffèrent dans leurs priorités, les 25 sections de la LIFPL, ainsi que de nombreuses organisations féminines qui ont collaboré à la récolte des signatures, demandent toutes : que l'OTAN mette fin au déploiement de nouveaux missiles déstabilisateurs en